

Lyon, le 4 juillet 2016

Communiqué de presse

Les représentations autour des politiques dites d'assistantat sont fausses !

«Ce qui coûte cher, ce n'est pas la lutte contre la pauvreté, ce sont les conséquences de la pauvreté. La réduire constitue un investissement social dont toute la société tirera un jour partie »¹.

Alors que la *solidarité* ou l'*assistance* renvoient à des actes jugés comme positifs, l'*assistantat* est de plus en plus utilisé par certains décideurs politiques, dans un sens péjoratif, car il serait une dérive pernicieuse de la solidarité. Ainsi, depuis plusieurs mois se diffuse, en particulier sur notre région et dans plusieurs de ses départements, une critique de l'assistantat, une forme d'assistance « non méritée » pour les plus démunis.

Pour la FNARS Rhône-Alpes les actions de solidarité ont une visée préventive. Elles constituent un filet de sécurité qui évite le basculement vers une précarité plus forte. Elles sont émancipatrices puisqu'elles visent à travers les aides et les accompagnements, à leur propre disparition. A travers le développement des discours stigmatisants, la suspicion prend le pas sur l'empathie envers les plus démunis : programme de réciprocité des aides, « bénévolat obligatoire ». Le renforcement des moyens de contrôle est mis au centre des politiques publiques et valorisé alors qu'en parallèle les moyens d'accompagnement diminuent ainsi que les possibilités d'accès aux droits.

Pour notre fédération, la défiance envers les plus pauvres et la lutte contre la fraude, ne peuvent constituer un axe central des politiques sociales comme l'affichent certaines collectivités locales. Les choix budgétaires sont le fait d'orientations politiques qui définissent un modèle social.

Lors de son Assemblée générale, le 24 juin dernier, la fédération a interrogé la solidarité : aliénante ou émancipatrice ? Avec son approche autour du non recours aux Droits, l'Odenore démontre que la stigmatisation s'appuie sur des idées fausses en matière d'accès aux prestations sociales. Le discours sur l'assistantat pointe des aides sociales qui seraient trop généreuses. Dans les faits, l'accès aux droits et aux prestations sociales n'est pas toujours effectif, par exemple **30 % des personnes qui pourraient bénéficier du RSA n'y recourent pas**.

Les dépenses non effectives liées au non recours s'élèvent à 5,3 milliards pour le RSA et à 700 millions pour la CMU-C. Concernant la fraude, il faut remettre le curseur à son juste niveau : alors que l'ensemble de la fraude aux allocations sociales, logement et RSA par les bénéficiaires s'élève à 143 millions d'euros, **le coût de la fraude aux cotisations patronales est de 20 milliards et la fraude fiscale est estimée à près de 70 milliards**.

Pour Denis Clerc, intervenant lors de l'Assemblée générale, la pauvreté résulte de *processus structurels et appelle à des réformes structurelles - qui passent largement par une « option prioritaire pour les pauvres »*, mais au bénéfice de tous. Loin de l'image parfois véhiculée du pauvre « profiteur », les chiffres montrent que ce sont les plus démunis qui ont payé la crise. **Entre 2007 et 2012, le 10^{ème} de la population le plus pauvre a perdu 4% de ses revenus alors que le 20^{ème} le plus riche a vu son revenu augmenter de 14%.**

Les discours et les actes des collectivités locales contre les politiques de solidarité, utilisent de fausses représentations des phénomènes de pauvreté où sont mis en exergue des pauvres démeritant et escroqueurs.

Notre fédération demande à ce que les efforts soient concentrés sur les véritables enjeux de lutte contre la pauvreté, tels que l'accompagnement des allocataires vers l'emploi, la formation des chômeurs de longue durée (en 2014 seuls 12% des demandeurs d'emploi bénéficiaient d'une formation), et plus largement pour l'avenir des 8,5 millions de personnes qui vivent encore sous le seuil de pauvreté.

La justice sociale doit exister pour tous et au bénéfice de tous.

Suivez notre campagne sur Facebook toute la semaine : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100011489162146>

Contact presse

audrey.sibellas@fnars.org
06 83 05 59 59

¹ Mars 2016, *Réduire la pauvreté, un défi à notre portée*. Denis Clerc, Michel Dollé.